



**RECOMMANDE**  
avec avis de réception

Best ingénieurs-conseils  
2, rue des Sapins  
L-2513 Senningerberg

Références : D3-24-0087  
Dossier suivi par : Sofie Buyckx  
Tél. : (+352) 247-86874  
E-mail : sofie.buyckx@mev.etat.lu

Luxembourg, le **25 SEP. 2024**

**Objet :** **Loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)**  
**Evaluation du projet « Forages géothermiques TLB – Tours de logement » à Belval sur le**  
**territoire de la commune de Esch-sur-Alzette – Demande de vérification préliminaire –**  
**Décision**  
V/réf : It-173029-002

Madame, Monsieur,

En réponse à votre demande du 15 juillet 2024, je vous fais parvenir par la présente ma décision concernant la nécessité de réaliser un rapport d'évaluation.

Le projet sous rubrique consiste à la réalisation de 54 forages géothermiques en profondeur pour couvrir le besoin en énergie thermique de quatre tours de logement à Belval. Le projet correspond à une activité figurant à l'annexe IV (catégorie 78) du règlement grand-ducal modifié du 15 mai 2018 établissant les listes de projets soumis à une évaluation des incidences sur l'environnement.

La vérification préliminaire du projet a été réalisée sur base :

- des informations et de l'évaluation sommaire présentées dans le dossier soumis,
- des critères de sélection pertinents arrêtés à l'annexe I de la prédite loi modifiée de 2018.

Il en résulte que l'élaboration d'un rapport d'évaluation conformément à l'article 6 de la prédite loi modifiée de 2018 n'est pas requise en raison :

- de la dimension réduite du projet comprenant 54 forages géothermiques d'une profondeur maximale de 200 mètres avec une puissance d'absorption thermique totale d'environ 378 kW,
- de la localisation du projet sur un terrain déjà artificialisé et destiné à accueillir quatre nouvelles tours de logements, en « zone mixte urbaine » ,
- de l'absence d'incidences significatives sur une zone protégée (zone de protection d'intérêt national, Natura 2000, zone de protection d'eau potable),
- de l'ampleur et de l'étendue spatiale des éventuelles incidences (bruit, poussières, etc.) limitées en phase chantier au voisinage immédiat du projet,



- de l'absence d'effets cumulés avec d'autres projets.

Toutefois, nous attirons votre attention sur la nécessité de compensation des arbres situés sur une parcelle publique et qui seront détruits lors de la mise en œuvre du projet. Une compensation selon l'article 14 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles est nécessaire.

Cette décision ne préjuge pas la nécessité éventuelle d'élaborer des études spécifiques requises dans le cadre des procédures d'autorisation subséquentes (p.ex. eau, protection de la nature et des ressources naturelles, établissements classés, ...).

Contre la présente décision, qui sera publiée sur le site [www.eie.lu](http://www.eie.lu), un recours contentieux peut être introduit devant le tribunal administratif. Ce recours doit être intenté par requête signée d'un avocat à la cour dans un délai de quarante jours à compter de la notification de la présente. Dans le même délai, un recours gracieux peut être adressé par écrit au Ministère de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de quarante jours pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation peut également être introduite auprès du Médiateur— Ombudsman. Veuillez noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Pour plus d'informations concernant les droits en matière de recours, il est possible de consulter la rubrique « Recours contre un acte administratif » sur le site <https://guichet.public.lu/fr.html>.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat  
et de la Biodiversité

Marianne Mousel  
Premier Conseiller de Gouvernement

Copies : Administration de la nature et des forêts  
Administration de la gestion de l'eau  
Administration de l'environnement